Document généré le 18 juil. 2025 08:12

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

Le retour au local et les classes moyennes
The resurgence of local politics and the middle classes
El retorno a lo local y a las clases medias

Marc Mormont et Catherine Mougenot

Numéro 13 (53), printemps 1985

Les ambiguïtés du pouvoir local

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1034534ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1034534ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Mormont, M. & Mougenot, C. (1985). Le retour au local et les classes moyennes. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (13), 19–33. https://doi.org/10.7202/1034534ar

Résumé de l'article

Depuis quelques années les sciences sociales se préoccupent à nouveau des sociétés locales. Et ceci en vue de comprendre la spécificité des dynamiques locales qui ne se résument pas à reproduire les « régularités globales » puisqu'elles sont en mesure de générer leur « propre mode de développement ».

À partir de ce premier constat les auteurs cernent les enjeux de la résurgence du local. Non seulement ceux-ci renvoient-ils à une restructuration de l'économie et à une redéfinition du rôle de l'État, mais en plus ils correspondent à des stratégies élaborées par les classes moyennes pour se « créer un pouvoir social ».

Quelle interprétation doit-on faire de ces réajustements autour du pouvoir local ? Est-ce que l'acteur qui investit la scène locale est un acteur « nouveau » ? Avons-nous affaire à des pratiques de résistance ou à des pratiques d'innovation ? Dans quelle mesure les rapports sociaux dominants sont-ils menacés par les modes de gestion et de développement qui s'énoncent à partir du local ? Sans fournir de réponse définitive, les auteurs mettent en lumière les ambiguïtés du discours sur le local qu'énoncent les acteurs.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Le retour au local et les classes moyennes

M. Mormont
C. Mougenot

Tendances scientifiques...

La localité n'occupe pas une place particulièrement prestigieuse dans les sciences sociales. L'étude locale, la recherche sur un espace local a longtemps été un domaine concédé à des disciplines mineures, comme la géographie humaine qui a longtemps fait de la monographie locale ou régionale son objet de prédilection. En sociologie, c'est peut-être surtout la sociologie rurale qui a le plus souvent recouru à l'approche monographique, empruntant d'ailleurs ses outils à la géographie, à l'ethnographie, à l'histoire aussi. Ici plus particulièrement, la monographie semblait d'autant mieux se justifier qu'en procédant à un découpage territorial de la réalité sociale, bref en identifiant groupe et espace [1], on pouvait observer des groupes réels, encore dotés de mécanismes propres de fonctionnement, de particularismes. Que cette méthode ait empêché les auteurs de généraliser, de développer des théories englobantes ne semblait sans doute pas gênant car leur ambition se situait plus du côté du particulier, alors que les théories dominantes des sciences sociales s'attachaient plutôt aux dynamiques plus globales, à partir desquelles on peut saisir le sens de l'avenir social.

Le local revient pourtant à la mode et les sciences sociales, peut-être plus particulièrement en France, lui ont récemment consacré une importante littérature [2]. Il est intéressant de noter que cette préoccupation renouvelée à l'égard des sociétés locales, de l'espace local, se produit quasi simultanément dans plusieurs champs connexes : la sociologie urbaine, l'économie, l'urbanisme, etc. Plutôt que de n'y voir qu'un simple effet de mode intellectuelle, on peut y voir un certain retournement de préoccupations, qui n'est pas seulement scientifique, mais opère aussi dans tout le champ social, et qui est d'autant plus sensible dans les secteurs de la science les plus liés à la demande sociale, qu'elle soit d'origine technocratique ou qu'elle émane de mouvements sociaux divers. La préoccupation scientifique serait alors aussi le fruit de transformations des demandes qui s'expriment à l'égard de la recherche.

Par ailleurs, l'évolution scientifique elle-même, dans certains secteurs, semble fournir certains arguments à un certain retour vers l'analyse du local, de l'espace local. On se contentera ici de renvoyer brièvement aux recherches de M. Castells qui, dans sa quête d'un

modèle d'analyse des changements sociaux urbains et des mouvements sociaux urbains, en vient à reconnaître que ceux-ci ont nécessairement des attributs de mouvements locaux, enracinés dans un espace et une culture spécifiques.

Il conclut [3], en effet, que trois objectifs caractérisent les mouvements sociaux urbains, et surtout que la combinaison de ceux-ci est nécessaire à leur développement : défense de la valeur d'usage de la ville, recherche d'identité culturelle et participation des citoyens aux décisions. Ces conditions nécessaires mais non suffisantes selon Castells, peuvent aussi se définir comme l'envers des tendances dominantes de la réorganisation de l'espace et donc comme la forme que prend la résistance à ces transformations.

Mais surtout ces trois conditions renvoient finalement à ce qu'on peut appeler une dynamique locale, en ce sens que ces conditions ne peuvent être réunies que par l'existence d'une « localité », c'est-à-dire à la fois d'un espace (quelle qu'en soit sa dimension), d'un groupe et de significations qui les associent.

Or précisément, ce qui caractérise les nouvelles interrogations sur le local — et ici il y a rupture avec les traditionnelles monographies locales —, c'est que l'objet fondamental des analyses qui sont produites est bien l'existence ou non, ou bien le degré de développement de dynamiques sociales locales qui peuvent répondre de manière originale et spécifique (certains diront créatives) à des transformations globales ou structurelles.

La monographie — en particulier rurale — était surtout centrée sur la question de la subsistance de formes sociales et économiques antérieures au développement, sur la lente pénétration des modèles dominants, urbains ou industriels, dans la collectivité locale (analyse de la diffusion) [4], sur l'adaptation et l'adoption, voire sur les formes de résistance que notamment certaines couches paysannes pouvaient développer face aux transformations imposées du dehors. Dans cette perspective, le local apparaissait comme un îlot souvent caractérisé par son héritage de tradition, îlot sans cesse progressivement submergé par les dynamismes sociaux du développement économique et social, îlot de résistance ou îlot de simple maintien de formes sociales traditionnelles.

Même les études apparemment moins locales comme celles consacrées par l'école de Crozier au fonctionnement de l'administration, tendaient à analyser l'espace local (les notables locaux) comme lieu de résistance à des dynamiques extérieures [5]: ces recherches tendaient à montrer, sous des aspects divers, économique, culturel, politique ou administratif, la *perte de substance* qui affecte l'espace local.

Les nouvelles perspectives tendent précisément à inverser le questionnement et à restaurer la pertinence de l'espace local, à dégager les mécanismes de fonctionnement qui restent spécifiques à chaque lieu (ou région). Il s'agit, par exemple en économie, de montrer qu'on ne peut « déduire » simplement les réalités locales de régularités globales. Ceci apparaîtra bien avec la notion de bassin d'emploi [6] qui désigne les mécanismes de marché propres à un espace (micro-régional). Vont évidemment se réactualiser aussitôt toutes les recherches antérieures qui tendaient à montrer que chaque espace local, chaque région, voire chaque village, combine à sa manière les formes que lui impose le développement, l'urbanisation ou les changements politiques. Mais il s'agit surtout maintenant de souligner, de mettre en valeur l'existence d'un dynamisme local qui ne se réduit pas aux simples effets du global : ce dynamisme a sa logique propre, tend à créer ses propres effets. Ici le local, par exemple le village, n'est plus seulement vu comme agent d'une résistance de traditions (dé)passées à une logique nouvelle qui la submerge, mais comme un espace capable de créer son propre mode de développement, de subsister en tant que tel [7], et de manifester des valeurs spécifiques qui peuvent à la fois s'opposer aux logiques dominantes et promouvoir des innovations sociales et économiques.

Remarquons que ces deux perspectives — ici schématisées quelque peu — ne sont pas logiquement contradictoires, car la logique du développement inégal tend toujours à recréer de nouvelles disparités et particularités locales, et par là même à entraîner des dynamiques locales, de résistance ou d'innovation : ce qui se modifie, c'est l'accent mis soit sur les facteurs de déstructuration (et de perte de sens), soit sur les dynamiques locales de résistance et d'innovation.

Mais ce qui se modifie le plus radicalement — on va le voir — déborde le champ scientifique et réside surtout dans l'ordre de la croyance ou du pari qui est fait sur le local. Les analyses centrées sur l'extension toujours croissante du mode de production capitaliste (ou sur ses effets dans divers champs) tendaient à constater (et donc à consacrer) le vide de l'espace local, la perte de sens et de substance des micro-structures ; les analyses nouvelles, orientées aujourd'hui sur le dynamisme propre des « sociétés »

locales tendent au contraire à voir dans ces lieux un agent, sinon un auteur, du changement, voire une réponse à un certain nombre de défis économiques et sociaux. Le retour au local reposerait sur l'idée que ces défis peuvent être surmontés en restaurant la puissance sociale et économique d'un espace spécifique et spécifié, en rendant aux collectivités territoriales les moyens d'agir et d'intervenir.

... et rupture idéologique

Derrière cette rupture dans le champ des sciences sociales, se profile un retournement idéologique plus fondamental, qui consiste à faire du local (du groupe associé et identifié à un territoire) un acteur essentiel du changement et de l'innovation.

Cette rupture idéologique, qui s'esquisse aujourd'hui, prend forme dans plusieurs champs sociaux. On a vu les effets au niveau scientifique. On peut l'observer également et la décrire à travers un cas particulier, celui des régions rurales wallonnes et plus largement des politiques liées à l'espace en Belgique.

La politique d'aménagement, spécialement des régions rurales, constitue un indice intéressant dans la mesure où un plan d'aménagement signifie la synthèse des différents courants et demandes sociales qui s'expriment dans une conjoncture donnée à l'égard de l'espace. La politique des années soixante se caractérise, à propos des régions rurales, par une préoccupation dominante d'intégration de ces régions aux circuits économiques ; celle-ci devrait donner aussi bien satisfaction aux demandes sociales de croissance économique (aménagement comme politique de développement et d'équilibre des régions) qu'aux exigences économiques d'emprise sur des régions plus vastes (extension des marchés). Les diagnostics qui sont posés alors sur les espaces locaux sont significatifs. Il s'agit à la fois de supprimer certaines résistances (refus de certains impacts, gestion patrimoniale des communes) et de créer de nouvelles structures capables de développer dans ces régions des programmes d'équipements et d'infrastructures (sociétés intercommunales de développement), ou d'encadrer certains secteurs tant économiques que socio-culturels (créer une organisation corporative dans le secteur du tourisme, ou un réseau d'équipements culturels pour la diffusion et l'animation).

Cette politique d'aménagement constitue en fait un ensemble de structures et d'institutions nouvelles qui échappent au moins partiellement au contrôle des autorités locales traditionnelles, qui vont s'y substituer dans certains secteurs clés. On ne peut mieux caractériser cette période qu'en parlant du développement d'un réseau nouveau d'encadrement des régions rurales, réseau qui se superpose aux pouvoirs locaux traditionnels et dont la logique consiste à intégrer. Dans cette perspective, l'espace local n'est pas un espace significatif en ce sens qu'il n'a pas de dynamique propre : il ne peut être que résistance au changement [8]...

Très récemment, en 1983, est publié un « avant projet de plan régional d'aménagement du territoire wallon » qui rompt nettement avec cette perspective : il propose notamment comme principe fondamental de « prendre en compte le dynamisme local et lui donner une organisation institutionnelle ». Il s'agit notamment de valoriser au mieux « les avantages des espaces ruraux », c'est-à-dire non seulement les ressources naturelles mais aussi les « formes personnalisées de vie collective » ou encore « la communauté de taille réduite, se connaissant elle-même, bien intégrée spatialement ».

Ainsi on prend l'option de jouer sur la dynamique propre des espaces locaux, considérés comme des agents pouvant avoir des effets et des stratégies propres de développement.

Cette rupture de perspective condense en fait en termes très généraux une série de mouvements d'idées qui se sont développés durant les années soixante-dix, spécialement en milieu rural, et qui ont conduit à revendiquer (et à développer à titre expérimental) des formes de rénovation rurale dont le principe fondamental est que la collectivité locale peut élaborer ses propres projets de développement et d'aménagement, en jouant à la fois sur la participation des habitants, sur la complémentarité locale des activités et sur les ressources du lieu. On ne discutera pas ici de l'efficacité de ces projets, mais de l'optique sous-jacente : elle constitue bien l'espace local comme agent économique et social.

Différents autres courants de pensée et d'action contribuent à cette approche, même en milieu urbain. Ainsi l'idéologie « écologique », dont le modèle social idéal est celui d'une fédération de petites communautés autonomes, autogouvernées et plus autarciques, a contribué puissamment à développer l'idée que le groupe local — la communauté — de petite dimension constitue une forme plus naturelle d'organisation de la vie en société. Il s'agit souvent, dans le projet écologique, de retrouver le mode de vie du village traditionnel qui est

censé être fondé à la fois sur des équilibres naturels (ou un usage équilibré des ressources) et sur des relations sociales proches ou immédiates. Dans les deux cas, il s'agit de considérer l'espace local, ou plus exactement la communauté locale, comme un univers transparent, dégagé du poids et des médiations techniques, économiques et politiques qu'impose tout le dispositif de la société industrielle et urbaine. Le discours écologique n'est pas un discours d'aménageurs et de technocrates, mais il traduit une même rupture idéologique qui consiste à parer désormais l'espace local d'une série de vertus, de propriétés positives.

Dans la pratique sociale, ces deux discours — utopique des groupes écologiques ou technicien des aménagistes — peuvent d'ailleurs parfaitement se rencontrer ou au moins converger. Comme on l'a montré par ailleurs [9], cette revalorisation de l'espace local a pu trouver des échos dans les populations rurales qui ont été confrontées dans divers secteurs à des mesures de restructuration économique, administrative, ou à des grands projets qui perturbaient leur espace quotidien. En milieu rural, fermeture d'écoles, projets touristiques, fusion de communes ou encore réduction des services de transports, constituent autant d'occasions de réactualiser l'idée de la défense des collectivités locales, et donc de trouver des opportunités de développer cette conception du retour au local considéré comme la base nécessaire et primordiale de la vie sociale.

Ceci peut se lire aussi clairement au niveau économique, ou plutôt dans le discours tenu sur l'économie de ces régions. La revendication d'un développement local émanant des notables n'est, aujourd'hui, plus seulement une prétention aux bénéfices et aux retombées de la croissance, mais elle devient l'exigence d'un développement *par* le local.

La conception écologique trouve ici un terrain prospère : en effet, elle postule l'idée d'une interdépendance immédiate des activités économiques et d'un usage équilibré des ressources naturelles locales. Il est pour cela nécessaire de valoriser au maximum ces potentialités en organisant et en maximisant les échanges locaux, les circuits courts de production-consommation et par conséquent, les technologies maîtrisables directement.

Ainsi la complémentarité directe entre tourisme et agriculture (le tourisme à la ferme) constitue-t-elle un exemple paradigmatique, car elle permet à la fois cette interdépendance immédiate du producteur au consommateur, cette valorisation des ressources, tout en conservant en principe la maîtrise du processus au plan local, tout cela de surcroît agrémenté d'une relation humaine (interpersonnelle) entre citadins et ruraux, entre touristes et paysans.

Cette idée — aujourd'hui revendiquée avec force par les organisations écologistes et néo-ruralistes — était déjà présente dans les projets d'aménagement plus anciens, par exemple en France, le projet de parcs naturels régionaux promus par la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire) dans les années soixante-dix.

Deux interprétations opposées de cette revalorisation du local coexistent en fait : la première voit dans cette résurrection le moyen qu'auraient trouvé les politiques centrales de corriger les conséquences les plus négatives du développement capitaliste sans le remettre en cause, par exemple en concédant aux régions marginalisées des modalités propres de développement minimal qui garantissent au moins la survie de ces régions, voire leur gardiennage. Une autre interprétation, celle de ses promoteurs en général, y voit au contraire une forme, et peut-être la seule forme possible de résistance aux dégâts du développement capitaliste : il s'agit à la fois de défendre des enjeux globaux essentiels (équilibres écologiques, ressources alimentaires) et de créer *hic et nunc*, des alternatives au système dominant en jouant notamment sur tous les savoir-faire, les habitudes culturelles, les formes de sociabilité qui ont été conservées par les sociétés rurales. Contestation ou récupération : ces deux interprétations ont en commun de ne pas mettre en évidence les enjeux réels de cette lutte dont l'espace local est maintenant l'objet.

Le premier enjeu de cette revalorisation, c'est d'abord précisément d'imposer cette idée du local : de le faire reconnaître comme un espace social significatif, notamment en inversant tous les attributs négatifs qui y sont traditionnellement attachés (particularisme, étroitesse d'esprit, clochemerle, etc.) en en faisant des qualités positives (identité, pragmatisme, solidarité locale, etc.). Il faut donc analyser les conditions sociales qui permettent d'imposer cette valeur locale, les luttes qui tendent à orienter sa perception et par conséquent, les politiques qui vont être orientées vers le local.

C'est que, en effet, il ne peut y avoir de retour au local et surtout d'effets socio-politiques de ce retour que si on réussit à imposer une représentation du monde social où le local est une catégorie significa-

tive et où l'opposition du local au non-local joue un rôle pertinent. L'état actuel des espaces locaux (par exemple le poids économique effectif des collectivités ou leur pouvoir économique) tel qu'il peut être observé par l'analyse résulte au moins en partie de la place qui a été faite antérieurement à ces collectivités locales dans les stratégies et processus de développement. L'enquête, quand elle constate la grande faiblesse économique des pouvoirs locaux, enregistre à la fois un effet qui tient au développement de la logique économique dominante (délocalisation, internationalisation) et un effet des rapports de force antérieurs qui ont ajouté au premier effet l'exclusion des pouvoirs locaux hors des circuits (même dominés) de la politique économique de l'État. Ces deux effets ne peuvent être réduits l'un à l'autre, sauf à supposer un automatisme ou un mécanisme strict qui conduirait à la fois à considérer comme aberrant et incompréhensible l'actuelle revendication d'une économie locale, et aussi à nier que l'espace, y compris la réalité des espaces locaux, est un simple effet ou reflet des structures économiques et sociales [10].

Pour tous ceux qui dans leurs pratiques promeuvent l'espace local, il s'agit aussi de le faire reconnaître, d'en faire admettre la pertinence pour imposer aux pouvoirs d'orienter leurs politiques en fonction de ce paramètre.

L'hypothèse de travail porte donc sur la manière dont tend à s'imposer une représentation du local comme catégorie pertinente de l'action sociale, économique, politique. Autrement dit, il s'agit d'analyser les intérêts économiques, sociaux et culturels qui sont engagés dans la défense et la promotion d'un ou de plusieurs modes de représentation du social, et de définition de l'espace local.

Intérêts de classe, intérêts scientifiques et espace local

L'intérêt renouvelé pour le local déplace l'attention des chercheurs et ce déplacement du regard a des effets de connaissance parce que l'espace social est déjà préalablement organisé.

Pour échapper à l'opposition stérile du macro et du micro-social, on peut observer que l'opposition du local au central (ou au global) n'ayant pas le même sens pour toutes les classes sociales, ce déplacement de point de vue tend à modifier la perception d'ensemble de la structure sociale ou au moins la perception de certaines propriétés de l'espace social.

Le localisme populaire

L'espace local constitue en effet le cadre normal de l'existence des couches populaires. Ceci ne signifie évidemment pas que les conditions d'existence ne sont pas déterminées par des processus sociaux globaux (macro-sociaux) mais bien simplement que ces processus ne sont vécus (ou subis) par les membres des couches populaires qu'à travers les déterminations particulières du marché local de l'emploi, du marché local du logement, etc. Ce n'est le plus souvent qu'à mesure qu'on monte dans la hiérarchie sociale qu'on a à faire à des groupes qui ont un espace de vie plus vaste, c'est-à-dire composé de lieux diversifiés et reliés entre eux, et qui en même temps ont, par le fait même, une perception plus globale du système socio-économique. L'ouvrier vit d'abord et surtout le système économique à travers le rapport social de l'entreprise où il travaille. La perception du monde social qui est celle du chercheur est donc plus proche de celle des couches dominantes à la fois parce que son espace habituel (de travail, de vie quotidienne) est un espace multiple et organisé, et parce que l'ambition (scientifique) de rendre compte des processus sociaux conduit nécessairement à chercher des déterminations globales et générales. D'ailleurs, l'unification sociale et politique des couches populaires implique nécessairement un long et coûteux travail d'organisation et de généralisation des conflits locaux parce que ce n'est pas spontanément qu'elles se perçoivent comme une classe, ou comme un acteur social [11].

Le chercheur en sciences sociales a donc, tendanciellement, partie liée avec ces couches dominantes (qui, de par la structure même de leur espace social, n'ont pas autant besoin d'organisations unifiantes) ou avec les organisations socio-politiques qui ont pour objectif ce travail d'unification postulant une perception unifiée et globalisante du monde social.

On comprend alors que le déplacement du regard scientifique vers les espaces locaux conduise les scientifiques à « découvrir » des couches populaires qui ne ressemblent pas à l'image qu'en donnent les analyses macro-sociales, car ce sont des propriétés différentes de ces classes qui se donnent à voir dans l'analyse des espaces locaux.

Parmi ces propriétés on en soulignera deux qui nous paraissent significatives dans la mesure où il peut être tentant de reconstruire

simplement, en les hypostasiant, une autre vision du monde social à partir d'elles. De par leurs conditions de vie et en raison du caractère incomplet de toutes les organisations qui cherchent à les unifier, les couches populaires, dans leurs quartiers ou leurs villages, ont toujours eu à s'auto-organiser à partir de leurs relations de voisinage, de leurs relations familiales. Il existe donc dans l'espace quotidien toute une vie sociale, une multiplicité de réseaux peu formalisés qui sont autant de réponses locales et ponctuelles aux difficultés de la vie quotidienne et qui sont plus souvent fondés sur des liens traditionnels que sur des organisations conscientes. L'observation des espaces locaux conduit alors à montrer cette capacité d'auto-organisation ou ce dynamisme quotidien dont la fonction est plus défensive (réseaux de protection). On peut facilement l'opposer (en termes de dynamisme, d'efficacité immédiate, voire d'implication affective) à l'obscurité et à la lourdeur bureaucratique des institutions et des organisations qui se sont construites historiquement avec l'ambition de répondre globalement aux effets de la domination ou d'organiser ces couches sociales dans le champ socio-politique. Le village est plus vivant que le syndicat, la solidarité y est plus conviviale que dans la sécurité sociale.

De même il est clair que l'espace local des couches populaires est rarement un espace homogène et que l'organisation de la vie quotidienne tend toujours à y être pluriclassiste, à jouer de transactions immédiates avec des membres d'autres catégories sociales qui peuvent y être « utilisés » comme ressources ou qui peuvent y intervenir comme agents d'encadrement... Il s'ensuit que le caractère de classe de l'organisation spontanée des espaces locaux, même à dominante populaire, est plutôt exceptionnel. Il ne suffit pas d'affirmer ici, comme on le fait souvent, qu'il s'agit là d'une sorte d'écran qui est fait à une perception correcte des rapports sociaux. Ce qui est essentiel à souligner, c'est que ce sont là des propriétés structurales du rapport des couches populaires à l'espace social et qu'une des conséquences essentielles de ce qu'on appelle ici le localisme populaire est précisément que le rapport que les membres de ces couches entretiennent avec la structure sociale est toujours un rapport médiatisé par leur relation à l'espace local, ou encore que leur perception du monde social s'enracine toujours (plus ou moins) dans ce rapport à l'espace local. On reviendra plus loin sur cette hypothèse centrale pour situer les enjeux du retour au local.

La découverte des classes moyennes (nouvelles)

Elle pourrait en effet être un deuxième effet épistémologique du retour au local dans la mesure où l'observation de chaque lieu considéré de manière particulière conduit, et pour des raisons statistiques et pour des raisons sociologiques, à constater le rôle joué par les classes moyennes dans la vie sociale. Pour des raisons statistiques d'abord, parce que la multiplicité même des espaces locaux rend mathématiquement impossible leur encadrement exhaustif par des membres des couches dominantes. Mais surtout pour des raisons sociologiques. D'une part, les classes moyennes doivent à leur position sociale un certain nombre de prédispositions à jouer un rôle dans les espaces locaux. Non seulement elles sont en général faiblement organisées comme telles (dans des organisations « globales ») de manière catégorielle et sur le plan des rapports de travail, mais surtout elles doivent à leur type de travail (ou de fonction professionnelle) d'exercer souvent leurs activités (d'intermédiaires) par rapport à un espace local. C'est vrai des classes moyennes traditionnelles (artisans, commerçants) dont le capital économique limité est le plus souvent situé sur un marché local. Ce l'est aussi des classes moyennes « nouvelles » (enseignants, services sociaux, etc.) qui, engagés dans des organisations dont l'ambition est générale (macro-sociale), se voient le plus souvent dévolus des « espaces locaux » à gérer, et sont donc fonctionnellement liés à des territoires limités. Il faut ajouter que l'éthique même des professions généralement incluses dans les « nouvelles classes moyennes » est une éthique de services (privés ou collectifs) à rendre à une clientèle, laquelle porte les membres de ces professions à se définir par rapport aux « besoins » ou « demandes » de ces clientèles locales. Ceci peut d'ailleurs les conduire à s'opposer aux organisations mêmes qui les emploient quand celles-ci, par leur fonctionnement ou par l'effet

de politiques centrales, limitent les possibilités de réalisation de cette éthique.

Enfin, l'espace local constitue sans doute pour les membres de ces catégories un lieu privilégié où, en dehors du contexte professionnel (hiérarchisé, bureaucratisé), ils peuvent le mieux investir à la fois leur capital culturel, leur éthique de service et de relations humaines immédiates, voire leur humeur antihiérarchique ou antibureaucratique, bref organiser des formes de vie sociale correspondant à la fois à leurs systèmes de valeurs et non encadrées par des organisations étatiques. Du point de vue structurel comme du point de vue des attitudes culturelles, ces classes moyennes sont donc prédisposées à devenir des acteurs locaux, c'est-à-dire des acteurs de la vie sociale et du développement de liens sociaux proches : il est plus probable de découvrir là leur dynamisme plutôt que dans l'action coordonnée et unifiée des grandes organisations.

Cette prédisposition nous conduit d'ailleurs à formuler l'hypothèse selon laquelle la localité n'est pas seulement un espace objectivement investi par des membres des classes moyennes, mais constitue aussi le modèle à travers lequel ces couches sociales pensent leur modèle social idéal.

Cette analyse permet non seulement de considérer les rapports différentiels que les différentes classes entretiennent avec l'espace local (contraintes et prédispositions à agir localement) mais également de remarquer que la localité est une composante différentielle de la manière dont les positions de classe sont définies (déterminations sociales) et se définissent elles-mêmes, c'est-à-dire se perçoivent dans une structure sociale ou dans un espace social. Cette proposition n'a de sens qu'à condition de considérer que l'espace local est lui-même un enjeu symbolique, c'est-à-dire que les propriétés et attributs sociaux de la localité sont eux-mêmes à définir. Autrement dit, le rapport à la localité est à la fois un rapport qui est déterminé par les conditions socio-économiques et un rapport de représentation par lequel des propriétés significatives lui sont assignées, et donc par lequel ces rapports objectifs sont reconstruits en sélectionnant certaines de ces propriétés pour offrir aux acteurs sociaux une image de leur réalité, de leur rapport au social. Ceci confère à la question du local un caractère ambigu parce que cette opération n'est jamais tout à fait arbitraire par rapport aux conditions concrète d'existence des groupes sociaux, ni jamais complètement fondée sur ces seules conditions de vie. Dire des paysans qu'ils sont particularistes, c'est à la fois exprimer une réalité objective (ne fut-ce que le fait que l'accès à la terre passe le plus souvent par un marché local) et en même temps leur assigner la seule localité comme espace et donc leur refuser tout droit à une organisation globale, laquelle suppose une structure capable de transcender ces particularismes pour se constituer comme représentant « global » du groupe social. Il serait cependant naïf d'en conclure que les couches dominantes ont toujours intérêt à « localiser » les groupes sociaux dominés, à les inscrire dans une logique locale qui leur interdirait toute forme d'organisation globale. Il n'est pas, par exemple, possible d'obtenir la formation d'un esprit de corps (dans une catégorie de fonctionnaires) ou d'obtenir la formation d'une couche d'agriculteurs modernes sans passer par une forme quelconque de définition « globale » du groupe social.

Comme on va le souligner à travers quelques exemples, les politiques elles-mêmes doivent subtilement jouer avec le local et le global, et donc « manipuler » constamment les propriétés sociales qui peuvent, selon les cas, renvoyer à une localisation ou à une globalisation des groupes et des problèmes à résoudre.

Pratiques « localisées » et représentations du social

La politique du logement commence à s'élaborer en Belgique dans les années 1880-1890, et prend son essor immédiatement après les grandes émeutes ouvrières de 1886.

Plus que d'une « enquête ouvrière » il s'agit là d'une réponse des couches dominantes aux conflits sociaux, car d'une part, le logement n'était pas une revendication des ouvriers (qui réclamaient surtout le suffrage universel), et d'autre part, cette intervention permettait de déplacer la question sociale sur un terrain moins conflictuel. Mais la politique du logement, initiative de la classe politique qui gouverne l'État central à l'époque, va cependant être développée sur un modèle local (qui perdure encore aujourd'hui), c'est-à-dire par la création ou plutôt l'agrégation des « sociétés locales » qui sont chargées de développer les projets et de gérer les logements construits, et bénéficient pour ce faire des subsides de l'État central.

Comment peut-on comprendre la genèse de pareil modèle et quelles fonctions remplit-il ? On peut certainement y voir un effet des stratégies politiques à l'oeuvre au

moment de l'élaboration du système.

Ainsi par exemple, le Parti libéral peut craindre qu'une institution centralisée échappe à son contrôle, tandis que de multiples sociétés locales permettront à certains de ses membres d'occuper des positions fortes dans certains de ses fiefs. De même, le Parti catholique au pouvoir peut compter sur la tradition des initiatives locales qui sont l'apanage des milieux catholiques à cette époque, à travers les « bureaux de bienfaisance ». Au contraire, les libéraux radicaux et quelques catholiques démocrates qui forment les tendances progressistes de l'époque (les premiers seront une des sources de la création du Parti ouvrier, aujourd'hui Parti socialiste) prônent une politique du logement menée directement par les pouvoirs publics — État et communes — plutôt que par des associations de notables comme le veulent les catholiques conservateurs. Par la suite cependant, le Parti ouvrier (socialiste) ne remettra plus en cause la structure et jouera au contraire de ce système pour créer — dans les régions où il deviendra électoralement fort — de nombreuses sociétés locales de logement à côté d'autres réalisations sociales locales comme les maisons du peuple, des écoles, etc.

Il s'agit là d'un puissant moyen de créer une clientèle électorale sur le plan local, et aussi de réaliser des opérations « sociales » sans nécessairement attendre de faire partie d'une coalition gouvernementale.

Mais l'analyse politique ne suffit pas car le modèle de réalisation d'une politique du logement par le biais de sociétés locales repose en fait sur un certain consensus qui concerne la signification à accorder à cette politique : c'est que le logement constitue pour toute la classe politique de l'époque un outil de « moralisation » des couches ouvrières.

Cette mobilisation peut prendre diverses colorations : pour les catholiques, il s'agit surtout d'arracher l'ouvrier à toute la pathologie sociale (de l'alcoolisme à l'émeute) qui le caractérise à l'époque. Pour les progressistes, il s'agit que la classe ouvrière devienne disciplinée et organisée, échappe à la tentation de l'émeute pour former des organisations qui entrent dans la lutte politique à l'intérieur des institutions existantes et y obtiennent le suffrage universel. Cette stratégie s'oppose ainsi à la classe politique dominante mais aussi aux groupes anarchistes.

Le logement est le terrain par excellence à partir duquel accroître dans la classe ouvrière ces qualités morales, car il permet de développer des vertus d'épargne, de vie familiale, de prévision en même temps que de constituer un réseau d'encadrement (ou de clientèle) par le biais précisément de sociétés locales.

La « localisation » de la politique du logement répond donc, autant qu'à des intérêts politiques, à la représentation que l'on cherche à construire, représentation de la classe ouvrière et de son devoir-être dans le monde social. Même si les tendances politiques opposées ne partagent pas une même et unique vision, du moins partagent-elles à la fois l'idée d'une nécessaire moralisation de la classe ouvrière, l'idée ensuite que le logement est un instrument de cette moralisation, et enfin, l'idée qu'une politique localisée est celle qui permet le mieux d'atteindre ces objectifs.

Cette analyse — qui ne peut être développée concrètement dans le cadre de cet article [12] — conduit à considérer que le développement d'un modèle de gestion d'un problème par le local peut très bien dériver d'une politique centrale, parce qu'il correspond à la fois à l'intérêt de certains groupes qui vont y trouver un moyen de développer leur stratégie politique à partir d'initiatives locales (plutôt que par une stratégie axée sur l'État central) et parce que ce modèle est conforme à la représentation du monde social qui peut s'objecter et s'imposer par cette politique. S'agissant de moraliser la classe ouvrière (soit dans un sens moralisateur soit dans un sens mobilisateur), l'organisation à base locale semble bien avoir été un instrument privilégié.

De même, il peut paraître significatif que les politiques d'assistance soient en majorité conçues pour être gérées au niveau local alors que celles qui renvoient à la solidarité sociale (sécurité sociale), qui se sont construites à partir de luttes et de revendications, soient gérées sur un mode beaucoup plus centralisé. Bien sûr l'assistance, l'aide aux pauvres, s'est développée sur la base des réseaux traditionnels de charité publique mis en place par les notables au niveau des paroisses et des quartiers, et a maintenu ces problèmes et ces populations dans un réseau de dépendance personnelle par rapport aux notables locaux. La gestion locale apparaît alors comme le biais par lequel un problème social est désocialisé, mais aussi le moyen par lequel on donne à voir, on se représente une population non pas comme un groupe, voire comme une classe ayant des intérêts spécifiques mais comme un ensemble de situations individuelles déterminées par des circonstances de fatalité ou de moralité personnelle.

Simultanément, il faut aussi voir l'intérêt que peuvent avoir les grou-

pes dominants à traiter certains problèmes au niveau central. Ainsi les mécanismes qui président à la gestion de la sécurité sociale sont peut-être traités à ce niveau parce que, mettant en jeu des mécanismes économiques décisifs pour les entreprises (répartition de la masse salariale), celles-ci peuvent s'en assurer un meilleur contrôle par le biais d'une structure centrale plutôt que par une multitude de décisions locales non contrôlables. Dans cette hypothèse, le cas de l'assurance-chômage peut être éclairant : longtemps conçu comme une politique d'assistance (jusqu'à la Seconde Guerre mondiale), le système est dévolu aux pouvoirs locaux. C'est surtout pendant la période de croissance économique (et de quasi-plein-emploi) que la structure va se centraliser et échapper au niveau local. La crise actuelle voit le mouvement s'inverser avec des tentatives de retour à une gestion plus locale des populations et du financement. On ne voit souvent dans ce mouvement récent que l'effet d'un transfert vers les pouvoirs locaux des énormes charges financières du chômage ; mais on peut aussi supposer que, selon la conjoncture, le pouvoir économique a lui-même des intérêts spécifiques à un tel mode de gestion : en période de plein-emploi, c'est lui qui est demandeur et qui, pour intervenir plus aisément, favorise une gestion centrale, alors qu'en période de récession, sa position de force sur le marché lui permet de préférer une gestion décentralisée qui a de plus pour effet d'éviter une représentation « globale » de la population des sans-emploi.

Ces quelques exemples indiquent l'opportunité qu'il y a à distinguer des politiques qui passent par une gestion locale (politiques de localisation) et des stratégies qui elles aussi s'investissent dans des initiatives locales, de celles qui portent sur une plus grande autonomie du local, qu'elles soient ou non corrélatives des premières.

D'une part, il est vrai que toute politique de localisation suppose que des acteurs sociaux soient, au niveau des espaces locaux, disposés à assurer cette gestion et à en faire leur domaine d'action. D'autre part, il faut produire en même temps une représentation de l'espace local de manière à ce qu'il soit évident que celui-ci est le lieu pertinent pour gérer ce problème. L'analyse des fonctions objectives que la localisation de certaines pratiques de gestion du social, c'est-à-dire de ses fonctions économiques et/ou politiques, ne peut donc dispenser d'une analyse de la production des agents de cette gestion locale, et des représentations qui définissent la localité.

Autrement dit, et c'est l'hypothèse que l'on développera dans la suite de cet article, l'enjeu du retour au local (et plus généralement de toute pratique « localisée ») ne consiste pas seulement dans les avantages (ou les intérêts) soit à « localiser » soit à « globaliser » un problème ou sa gestion. Il signifie aussi la manière dont on localise, c'est-à-dire les représentations que l'on donne du local, les propriétés pertinentes par lesquelles on le définit de manière à la fois à justifier la « localisation » et à mobiliser localement des acteurs qui se feront les agents de cette localisation, quitte éventuellement à créer par la suite des structures non locales [13].

Retour au local et représentation du monde social

Le rapport à l'économique nous paraît être une variable cruciale, à partir de laquelle on peut comprendre la signification du retour au local et ce qu'elle implique comme représentation du social[14].

En effet, il ne s'agit pas là seulement, et peut-être pas d'abord, d'un mouvement d'hommes et d'énergies qui retourneraient au local comme on retourne à la campagne ; c'est d'abord une autre perception du réel. Aller à la campagne ou en province, faire de l'animation locale de village ou de quartier, tout cela n'est pas réellement neuf ; mais auparavant c'était avant tout des pratiques liées à un projet social global que l'on cherchait à diffuser, à démultiplier. Tel a été souvent le sens de l'animation culturelle depuis les années soixante : il s'agissait de « descendre à la base » pour y diffuser la culture, y susciter une action culturelle qui fasse participer à un mouvement d'ensemble. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'intégrer une multitude d'espaces locaux à un mouvement d'ensemble, de progrès, de modernité ou de changement social, mais bien de faire de l'espace local, de son animation, la référence centrale, à partir de laquelle d'ailleurs, s'opère une critique plus ou moins radicale du pouvoir central, de toutes les forces extérieures, économiques et bureaucratiques qui pèsent sur les espaces locaux.

Tout l'économique peut ainsi être repensé à partir de cette référence centrale au local : il ne s'agit plus d'agir sur le local ni pour l'intégrer au développement global, ni même pour développer une série de mouvements particuliers, d'opposition aux structures économiques. Ce qui caractérise la nouvelle approche « localiste », c'est de considérer au moins implicitement qu'il existe une économie locale, radicalement différente de l'économie globale (domi-

nante) et de ses rapports abstraits. Cette micro-économie est perçue comme radicalement bonne, dans la mesure où elle se fonde sur l'utilisation des ressources locales, sur des relations de groupe à une petite échelle, c'est-à-dire sur une sociabilité spécifique, dans la mesure aussi où la technologie, l'organisation du travail sont effectivement maîtrisées dans et par cette sociabilité locale. Il s'agit donc d'en faire un acteur économique.

Ce qui fonde cette perception, c'est bien que le local c'est la vie. « Un pays qui ne veut pas mourir » n'est pas seulement un slogan défensif, de sauvegarde, c'est aussi l'affirmation implicite que c'est de ce côté que se trouve la vie, l'échange et la bonne adéquation de la production aux besoins, des techniques au milieu, etc.

Le projet économique qui découle de cette perception est celui d'une restauration des collectivités locales qui aient leur propre action et signification économiques : le développement local, le développement autocentré reposent sur l'idée qu'il existe là une pertinence économique. Cette lecture va trouver, notamment dans l'écologie, un modèle d'analyse et d'intervention : l'espace local y est en effet vu comme un milieu disposant de ressources, élaborant ses besoins et capable d'organiser leur adéquation à travers une auto-organisation. Elle trouve dans certains effets négatifs du mode de production dominant des preuves de sa pertinence. Ainsi par exemple, ce n'est pas parce qu'il n'est pas rentable de concentrer tous les déchets animaux pour les redistribuer ensuite par le marché aux régions qui en manquent du fait de leur spécialisation dans un autre secteur, que leur réutilisation locale n'est pas utile dans la ferme et le village si on en réorganise la production. C'est donc dans l'espace local que sont cherchés les critères de gestion de l'activité économique.

Cette lecture économique fait évidemment une large place aux facteurs non économiques, au dynamisme social, aux savoir-faire hérités, à la connivence des habitants, à la volonté politique locale, c'est-à-dire à l'insertion économique dans le tissu social et culturel local, comme éventuellement dans son milieu naturel.

En d'autres termes, l'économique n'est plus lu comme un donné, ou comme un ensemble de lois qui s'imposent (comme des lois naturelles) au social : la priorité donnée au local comme espace de référence tend à politiser à sa manière l'économique, à le placer en dépendance d'un univers complexe fait de contraintes naturelles, de solidarités immédiates, et de préférences culturelles. Surtout elle tend à subordonner l'économique à la vie locale : organiser sur place une forme de développement, c'est tâcher à la fois d'échapper aux choix arbitraires et aveugles des structures économiques dominantes et fonder l'économique sur un espace vital, fait de relations immédiates entre des personnes qui appartiennent à un groupe.

Ce type de projet trouve évidemment aussi un certain nombre d'appuis — de témoignages (au sens religieux) de sa valeur — dans les pratiques traditionnelles par exemple des paysans plus ou moins autarciques, dont la logique était plus d'éviter une dépense monétaire (acheter) que d'accroître leurs échanges, ou encore de réutiliser un sous-produit gratuit plutôt que d'acquérir sur le marché un produit plus performant. Il en résulte souvent un recours utopique aux méthodes dépassées de l'économie traditionnelle qui sont projetées dans l'avenir.

On peut considérer cette lecture nouvelle comme une simple inversion de la logique économique dominante, dont le caractère abstrait, délocalisé a vidé les espaces locaux de toute signification. Cette inversion consiste à la fois à retourner la perception des attributs de l'économie dominante (de miracle, la technologie devient démoniaque ou désastreuse, la dimension n'est plus puissance mais gigantisme) et ceux de l'économie locale (la petitesse devient garante d'efficacité, les vieilles techniques sont remises en valeur). Et ce qui structure cette inversion, c'est que l'économie locale est perçue et définie comme forme de vie sociale à laquelle on participe personnellement, alors que la grande entreprise, comme la grande école ou l'administration centrale, est dépersonnalisée, anonyme, subie comme arbitraire. Cette idée de participation immédiate même à travers l'économique, à une vie ou à un ensemble vivant est cruciale dans le retour au local car elle permet de saisir l'articulation qui s'opère avec l'affectivité, la relation socio-psychologique qui sont situées du côté du local.

Cette idée de participation immédiate au social, qui serait seulement possible dans un espace local, dans une économie et une culture de localité, organise bien, idéologiquement, l'inversion de tous les attributs du local et du global. Elle permet aussi de comprendre que les mises en garde de certains, notamment économistes [15], n'ont guère d'efficacité car elles apparaîtront toujours démobilisatrices et négatives.

Dès lors qu'on situe la vie du

côté du local, on produit une représentation du social qui oppose le local vivant à toutes les déterminations socio-économiques qui ne sont pas maîtrisées dans l'espace des relations immédiates. Le local est ce qui échappe au poids des structures socio-économiques, et on ne peut manquer d'y voir une sorte de tentative de sortir du social, d'échapper aux déterminations en construisant un espace qui n'a qu'en lui sa propre détermination. L'autonomie apparaît alors comme une sorte d'extra-socialité, de survol du social. Si utopie il y a, c'est celle d'un univers où le seul rapport social serait celui de la sociabilité immédiate.

Les classes moyennes et le local

Le rôle joué par certaines fractions des classes moyennes dans ce mouvement de retour au local, et notamment dans l'idéalisation du local, peut être interprété par la conjonction de certaines des propriétés de ces couches, propriétés objectives de position ou subjectives (d'attitudes) et d'une conjoncture sociale particulière. La crise de l'État est centrale. C'est en effet plus que les difficultés de l'emploi industriel (qui touche davantage directement les couches ouvrières), la crise financière de l'État qui, en entraînant une réduction des programmes sociaux, scolaires, sanitaires, touche de plein fouet ces couches salariées nouvelles. C'est à la fois l'État employeur qui ferme ses portes, et surtout peut-être l'État garant de leur valeur sociale, de leur titre scolaire, qui se dérobe. Cette conjoncture peut très bien ne faire qu'accentuer la dévalorisation générale de ces couches, par l'effet d'inflation et de dévaluation des titres scolaires [16]. Elle n'en joue pas moins l'effet de révélateur brutal qui désigne de manière évidente l'État central comme responsable.

La tentative de restauration du « local » peut alors être lue à la fois comme une réaction de critique, d'opposition à l'État (ou pouvoir), et comme un essai de recréer des espaces sociaux, voire un mode de gestion qui revaloriserait ces couches. Ceci permet de rendre compte à la fois de la force symbolique du local et des formes concrètes que prend le retour au local tel qu'il est pratiqué par ces couches sociales.

La dévaluation des titres scolaires, la crise du marché de l'emploi pour ces couches moyennes qui doivent leurs aspirations à l'école, sont en effet de nature à entraîner une critique radicale de l'État. Celui-ci est perçu comme ayant trahi les promesses qui étaient inscrites à la fois dans l'effort scolaire et dans les idéaux professionnels, deux éléments qui sont à la base de l'identité de ces groupes. Le rapport pédagogique et la certification postulent en effet non seulement un critère universel (de savoir, de compétence) mais également la personnalisation de cette valeur : le titre certifie que la personne détient cette valeur. Et le rapport professionnel de ces couches n'est pas avant tout un rapport économique : il est vécu comme une mission à exercer, ou à tout le moins comme un service à rendre à une clientèle ou à une collectivité. Dans la situation normale de ces couches sociales, c'est l'État (l'institution) central qui garantit la compétence des individus (leur droit à exercer) et les moyens (économiques) directs ou indirects d'exercice de la profession. Ce n'est pas d'abord la réduction de leur niveau de vie ou le chômage qui suscitent la crise de confiance, mais surtout le sentiment que l'État ne peut plus ou ne veut plus garantir ni leur compétence, ni les moyens de l'exercer : crise scolaire, démantèlement des services sociaux, rationalisation de la santé, etc. À cette trahison il existe sans doute plusieurs réponses possibles, de la critique la plus radicale de l'État à la réaction la plus conservatrice. Mais la revalorisation de l'espace local est une réponse qui va permettre à la fois de contester l'État et de tâcher d'instaurer ou de restaurer un nouvel espace de valeur où pourront se réinvestir tant la compétence que l'idéal professionnel.

Le nouvel espace local, vers lequel se retournent certains membres de ces couches, ne va donc pas être seulement un espace d'exercice de leurs compétences, mais doit avant tout être un espace qui leur rende une place. L'autorité qu'ils détenaient ou auraient dû détenir, dans l'exercice normal de leur profession, la mission que leur assignait l'État ou l'institution, cette autorité ne peut être restaurée qu'en élevant l'espace local au premier rang et en l'opposant à cet État et à cette institution, en le dotant d'attributs opposés à ceux de la bureaucratie. Symboliquement, l'espace local est l'antithèse de l'administration.

Par la même opération, les membres de ces couches peuvent rétablir leur propre autorité et leur statut social dans l'espace local non plus à partir de la légitimité que leur attribue l'État mais à partir de celle que confère l'opposition à l'arbitraire étatique, et par suite réinvestir dans ce nouveau champ tout le savoir et la compétence dont ils sont dotés.

L'autonomie revendiquée pour l'espace local joue symboliquement le même rôle que l'autorité donnée par l'institution : c'est au nom de

cette autonomie qu'ils se sentent autorisés à agir et notamment à encadrer les résistances locales. Mais là où les règles de l'institution suffisaient à légitimer une position locale, il faut désormais assurer une légitimation par la mobilisation, par un activisme local et par la lutte quotidienne.

Cette mobilisation locale s'avère effectivement possible par les mêmes faits de conjoncture et par tous les effets de délocalisation du pouvoir économique qui sont révélés et accentués par la crise. Ceci explique le caractère souvent multiclassiste des « mouvements sociaux locaux » (souligné par Castells), ce qui fait fréquemment douter du rôle clé joué par les classes moyennes.

La revalorisation du local peut en effet servir à exprimer aussi les effets de cette crise sur d'autres fractions de classe, et notamment sur toutes celles qui, ayant gardé de fortes attaches locales, se trouvent menacées à un titre ou l'autre dans leurs conditions de vie [17]. Tel est le cas, par exemple, des villageois à qui la rationalisation de l'enseignement enlève leur école, dernière institution officielle locale après la disparition des petites communes (fusionnées en 1976). Cette réforme va permettre de réactualiser l'idée d'une vie locale, d'une culture propre et d'une dépossession complète du village par l'État central et le « pouvoir ». Cette idéalisation du local pourra même, le cas échéant, servir à exprimer la nostalgie des notables traditionnels, qui comme les professions libérales devaient leur autorité aux liens personnels avec le groupe local et à leur rôle de médiateur avec les pouvoirs supérieurs. Cette diversité des usages sociaux possibles de la réactualisation du local permet aussi de comprendre le caractère touffu, divergent que prend le discours sur le local, tantôt jouant de l'utopie écologiste, tantôt du passéisme de l'autorité naturelle, là de la technologie la plus nouvelle, là du retour aux pratiques anciennes.

La revalorisation du local peut prendre autant de nuances qu'il y a de publics à mobiliser [18], tant il est vrai que dans la pratique, les catégories utilisées ont un sens pratique, c'est-à-dire qu'elles sont utilisées pour les effets pratiques qu'elles produisent plus que pour la rigueur de la construction théorique.

En donnant du sens au local, en l'opposant à l'État et au pouvoir, les mêmes acteurs trouvent aussi à réinvestir leurs compétences et donc à se recréer un pouvoir social : ceci ne peut se faire qu'en allant à la marge des secteurs de savoirs dominés par l'école et les institutions, et donc en innovant ou en restaurant. On peut ainsi comprendre la valeur que prennent pour ces groupes tant les techniques nouvelles que les traditions anciennes (l'ordinateur et la culture orale), car elles permettent à la fois de valoriser au plan local une compétence scolaire dévalorisée et de battre l'école sur son propre terrain. L'écologie qui propose un mariage subtil de modernité et de tradition en constitue un point fort, en même temps d'ailleurs qu'elle donne un fondement scientifique (même vague) à la restauration de l'espace local, du milieu et de l'interdépendance. De même la revalorisation, dans le retour au local, de la relation personnelle, de la sociabilité (par opposition à la relation bureaucratique) permet de restaurer le rapport personnel qui est à la base de l'éthique professionnelle de ces couches, celle du rapport pédagogique, du rapport de soin ou de celui de service.

Il n'y a donc pas dans le mouvement de retour au local qu'opèrent certaines fractions de classes moyennes, une rupture radicale avec les principes qui fondent à leurs yeux leur devoir-être ou leur identité sociale, mais plutôt une transposition dans un espace social symboliquement inversé de ces mêmes principes et attitudes qui sont pour eux un principe de leur valeur sociale.

En liant effet de position et effet de conjoncture pour comprendre le rôle des classes moyennes dans le retour au local, on se donne aussi le moyen de comprendre que cette analyse ne peut être généralisée à l'ensemble de ces couches, car la conjoncture a des effets différents selon des facteurs d'âge, de scolarisation, de secteurs (public ou privé), bref tous facteurs qui en accentuant ou réduisant le poids de la conjoncture peuvent favoriser ou réduire les chances d'une inversion symbolique de la perception de l'espace social.

Initiatives locales... et mode de gestion

Le degré auquel les acteurs rompent avec l'ordre social, le niveau de compétence possédé et

réinvesti dans l'action locale, et la trajectoire sociale (dont le degré d'attachement à l'espace local, qui peut opposer le rural scolarisé de l'urbain installé à la campagne) sont trois facteurs qui peuvent expliquer la diversité des initiatives locales, dont une typologie ne peut être développée ici. On peut en effet observer cette diversité en opposant, par exemple, une initiative de création d'une coopérative locale de production maraîchère, menée par des ruraux scolarisés sans emploi, mobilisant des ressources héritées (terres, savoir-faire) et faisant appel aux solidarités familiales et locales, et d'autre part les tentatives de création de *réseaux* divers qui encadrent et suscitent des types d'initiatives locales. Dans le même temps, ces secondes pratiques appuient des démarches communales d'aménagement, des pratiques de restauration du patrimoine et sont le plus souvent menées par des urbains de formation universitaire, revenus à la campagne...

Le monde du « développement local » est diversifié et, semble-t-il, tend à se hiérarchiser et à s'organiser socialement. À quel mode de gestion tend à conduire la revalorisation du local ? En nous bornant ici à une approche des acteurs, on insistera sur le fait que le mouvement de retour au local tend à s'organiser sur le mode du *réseau* d'associations. Par réseau, il faut entendre un ensemble de relations qui ne sont définies ni par un cadre organisationnel précis (comme dans l'organisation des partis ou des mouvements socio-politiques) ni par un réseau territorial stable (comme dans l'organisation administrative), donc de relations sociales non stabilisées et non univoques. Il n'existe par conséquent dans ce type de relations, aucune règle écrite et stable (ce qui rend le « milieu » peu prévisible, très adaptable, et fondé sur des relations personnelles plus que sur des positions statutaires ou des procédures). C'est cette organisation en réseaux qui assure le contenu essentiel de l'activité, à savoir la circulation de l'information et la mobilisation de ses membres à certains moments. Ce même mode de fonctionnement permet de conserver à chaque élément le sens de son autonomie, et certainement aux agents les mieux dotés en capital culturel de jouer un rôle déterminant. Dans leurs rapports mutuels, comme dans leur rapport aux institutions (et à l'État) avec lesquelles elles entrent en relation pour réaliser certains projets, les initiatives locales et les acteurs qui les promeuvent privilégient un système d'accords limités dans le temps, négociés ponctuellement, ce qu'on peut appeler un système de *conventions de projets*[19]. Il s'agit le plus souvent, pour le promoteur, de disposer de moyens financiers nécessaires pour développer une initiative locale nouvelle et, pour l'institution, de garder un contrôle, fut-ce une simple information sur les résultats de l'opération.

Ce mode d'organisation — réseau et convention — a vu son développement accéléré dans les dernières années, notamment par le système de mise à la disposition gratuite des associations de travailleurs sans emploi, système dont on sait qu'il a stimulé la création d'associations et surtout favorisé les catégories les plus scolarisées de chômeurs (notamment les universitaires sans emploi).

S'est ainsi développé tout un réseau d'initiatives locales dans les domaines économique (coopératives, aide à la gestion), social (assistance, prévention, aide à domicile, formation), et culturel, ou dans des secteurs nouveaux comme l'environnement, les technologies nouvelles, le quart-monde, etc., et ceci parfois en concurrence avec les structures existantes (que ce soit les pouvoirs locaux ou les administrations et agences étatiques).

Par ce modèle d'organisation, dont la référence symbolique est locale, mais dont la structure est nécessairement délocalisée par le fait du réseau et des conventions, les groupes porteurs de la revalorisation du local, et qui tendent effectivement à jouer le rôle de leaders locaux, proposent en fait un mode nouveau mais ambigu de gestion. Il ne s'agit ni d'une manière de généraliser à un niveau global ou à un mouvement général un ensemble de luttes et d'initiatives locales, ni non plus d'une gestion hiérarchisée de manière stricte et bureaucratique (qui, comme dans l'administration, subordonne l'échelon local au pouvoir central par un ensemble de règles rationalisées et systématiques). Mais c'est bien là un mode de gestion alternatif qui joue de la négociation entre des acteurs locaux et des partenaires institutionnels. L'institution ne mène plus ici une politique en l'exécutant elle-même, mais en aidant des initiatives qu'elle sélectionne et à qui elle confie des « projets ». L'acteur local n'est ici ni le militant (qui cherche à changer les règles), ni l'administré (qui peut sanctionner le pouvoir par son vote), mais une sorte d'acteur nouveau qui doit inventer son projet et l'insérer dans les politiques institutionnelles : chargé à la fois de saisir les nécessités locales, d'imaginer l'avenir et de l'inscrire dans les volontés du pouvoir. Mode de gestion, par conséquent, qui tend à faire du promoteur de l'initiative locale l'acteur central, mais à condition qu'il intériorise lui-même les contraintes, voire les échecs. Sans se prononcer par avance sur les effets à long terme d'une éventuelle généralisation de ce modèle, il paraît bien apte à la fois à contenir les ressentiments et les ambitions des nouvelles classes moyennes dans un régime de « négociations », et de nature à permettre une gestion différentielle de l'espace social, dans laquelle la marginalisation sociale ou régionale pourra toujours être renvoyée au manque d'initiatives locales et où

32 les réussites ne risqueront pas souvent de mettre en cause les structures fondamentales du jeu économique ou de la structure politique.

Marc Mormont
Catherine Mougenot
Fondation universitaire luxembourgeoise
Arlon (Belgique)

NOTES

[1] P. Champagne, « La restructuration de l'espace villageois », *Actes de la Recherche en science sociale*, 4, mai 1975, p. 43-67.

[2] Qu'il suffise de citer ici quelques publications marquantes qui ont pris la forme de numéros spéciaux de revues : « Sociologie du local et relocalisation du social », *Sociologie du travail*, 25e année, nº 2 ; octobre 1983 ; « Économies locales : crises et mutations », *Annales de la recherche urbaine*, nº 15, été 1982 ; « Décentralisation : et la recherche locale ? », *Annales de la recherche urbaine*, nº 20, octobre 1983 ; « Le local, le central et le capital », *Métropolis*, vol. 7, nº 51, 1982 ; « Développement local et micro-régional », *Revue d'économie régionale et urbaine*, vol. 25, nº 2, 1984.

[3] M. Castells, *The City and the Grassroots*. A cross-cultural theory of urban social movements, London, 1983, spécialement les chapitres 32 à 34.

[4] Voir par exemple la place importante de ces théories de la diffusion dans l'analyse du changement social en milieu rural : H. Mendras, M. Forse, *Le changement social*, Paris, A. Colin, 1983.

[5] Dans un ouvrage de synthèse de l'équipe du Centre de Sociologie des Organisations (*Où va l'Administration française*, Paris, Les Éditions d'Organisation, 1974), l'unité politique locale (la municipalité) est définie par son pouvoir d'adaptation (p. 79), de résistance à l'administration anonyme et bureaucratique (p. 82), mais elle est mise en cause et contournée par les interventions croissantes du centre. L'affaiblissement du local est lié directement à l'expansion industrielle, aux équipements qu'il induit (p. 92 et suivantes). Seule compensation, quelque peu prophétique : le « réinvestissement social de la communauté villageoise, en réaction au développement urbain [...] comme cadre de vie » (p. 97) tend à réactiver cette unité politique locale.

[6] Cette notion d'abord économique sera ensuite reprise et développée au niveau sociologique pour montrer la manière dont par exemple la condition ouvrière se spécifie au niveau local, ou encore dont la reproduction du travail se différencie à travers des modes de vie différenciées localement (P. Maclouf et J.-L. Sarbib, « Dualisation spatiale et dualisation sociale de la force de travail en période de crise », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1983, 1, p. 119-145).

[7] En sociologie rurale française, on va par exemple s'intéresser aux stratégies des paysans marginalisés (F. Pernet, *Résistances paysannes*, Presses universitaires de Grenoble, 1982) ou aux stratégies villageoises (P. Rambaud, « Village et tourisme », *Sociologie Ruralis*, 20, 4, p. 232-249, 1980).

[8] Cette perspective générale d'aménagement se redoublait d'une approche scientifique. Les notions de maillage urbain ou d'armature urbaine visaient précisément à développer une connaissance des relations hiérarchiques entre villes et espaces régionaux, de manière à améliorer leur intégration dans un système global. Ces perspectives, qui peuvent apparaître aujourd'hui aux antipodes de la restauration de l'espace local, ont cependant aussi eu pour effet de généraliser et de diffuser l'idée d'une comparabilité des espaces qui est elle-même maintenue (et transformée) dans le retour au local. Elle a eu au moins pour effet de poser le problème des différences entre espaces locaux et de leur part relative au développement global.

[9] M. Mormont, « The emergence of rural struggles », *International Journal of Urban and Regional Research*, 7, 4, p. 559-575, 1983.

[10] Comme le reconnaît et l'affirme Castells (*op. cit.*) maintenant, l'espace n'est pas un reflet de la société mais une composante, une dimension matérielle essentielle. Ceci revient à dire par exemple que la spécialisation des espaces et des localisations n'est pas un effet du capitalisme (une conséquence sur l'espace de la logique) mais bien une composante de sa logique de maximisation du profit, d'abstraction des espaces aux seules propriétés qui sont pertinentes dans cette logique.

[11] P. Bourdieu, « La grève et l'action politique », *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 251-263.

[12] Pour une analyse détaillée de la genèse de cette politique du logement, cf. C. Mougenot, *Les origines de la politique du logement en Belgique*, Arlon, F.U.L., 1984.

[13] Ainsi en Belgique, la période de l'après-guerre a-t-elle vu le développement intense d'un mouvement ruraliste qui prônait la modernisation des campagnes à travers une action locale et la dynamisation des communes. On peut constater aujourd'hui que ce mouvement a surtout réussi à créer des institutions non locales, par exemple en matière de développement économique où les institutions créées échappent largement aux pouvoirs locaux et sont perçues aujourd'hui comme antilocales. On ferait ici l'hypothèse qu'un des facteurs de ce paradoxe historique est précisément que ce mouvement ruraliste n'a pas pu produire, dans les espaces locaux, des agents disposés à intervenir, notamment dans la vie économique locale.

[14] On ne peut ici noter qu'en passant que le « retour au local » n'est pour nous qu'une des facettes particulières d'un plus vaste mouvement idéologique qui touche aussi bien le rapport à la technique (thème de la technologie), ou d'autres thèmes économiques (la coopérative nouvelle, le retour à la terre)... tous thèmes qui s'enchevêtrent, se contaminent mutuellement sans cohérence évidente...

[15] Voir par exemple pour des avertissements concis : R. Brunet, « Le Pays », *Géopoint 1982*, ou P. Aydalot, « Réalités et illusions de l'économie locale », *Autrement*, n° 47, p. 208-216.
Nous laisserons à d'autres le soin de faire l'hypothèse que pareille représentation du rapport à l'économie peut donner lieu à des projets concrets qui pourraient devenir fonctionnels par rapport au système dominant, par exemple pour assurer la gestion semi-assistée de régions marginalisées économiquement, ou maintenir des formes d'agriculture traditionnelles, etc.

[16] J.-C. Passeron, « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française en sociologie*, 23, 4, p. 551-583, 1982.

[17] Cf. M. Mormont, *loc. cit.*

[18] On peut ainsi aussi bien revaloriser l'agriculture comme base d'une économie locale en jouant sur la remise à l'honneur de pratiques anciennes si on s'adresse à des petits paysans marginalisés, ou en jouant sur l'esprit d'indépendance et d'initiative des entrepreneurs agricoles modernisés, ou encore en jouant sur la valeur prophétique des méthodes écologiques si on s'adresse à un public de jeunes citadins en quête d'alternative, et chaque fois dénoncer l'emprise de l'État, le poids des monopoles et les vertus de l'initiative locale.

[19] Il n'est pas sans intérêt de noter que ce mode de fonctionnement a été développé spécialement dans le secteur culturel depuis les années soixante, et semble se généraliser comme pratique étatique, à d'autres secteurs comme l'aménagement du territoire, la prévention, l'action sociale...